



## **Groupelement de commandes relatif aux prestations de nettoyage pour le compte des entités françaises présentes en Italie et au Vatican**

### **Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur (PAD) est le groupelement de commandes constitué par la Convention du 11 juillet 2025, dont la coordonnatrice est l'AEFE, représentée par sa directrice générale, Claudia SCHERER-EFFOSSE.

### **Renseignements d'ordre administratif et technique :**

[charlotte.bontemps@aefe.fr](mailto:charlotte.bontemps@aefe.fr)

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

## **MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES – FOURNITURES APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO)**

**Prestation de service de nettoyage et blanchisserie pour le compte des entités françaises présentes en Italie et au Vatican**

**N° 25-1 GC NETT IT**

Le marché est passé selon la procédure formalisée de la directive 2014/24/UE du 26/02/2014 sur la passation des marchés publics.

Le présent document comporte 23 pages

## Table des matières

Article 1 – PRESENTATION DU GROUPEMENT DE COMMANDES .....	4
Article 2 – OBJET ET FORME DE L’ACCORD CADRE .....	4
2.1 Objet de l’accord cadre.....	4
2.2 Procédure de passation et forme de l’accord cadre .....	4
2.3 Allotissement.....	5
2.4 Représentation des parties .....	5
2.5 Sous-traitance .....	6
2.6 Changement de statut en cours d’exécution .....	6
Article 3 – DUREE DE L’ACCORD-CADRE ET DEBUT D’EXECUTION.....	6
3.1 Durée de l’accord cadre.....	6
3.2 Dates d’exécution des prestations .....	7
Article 4 – MONTANT DE L’ACCORD-CADRE .....	7
Article 5 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	8
Article 6 – MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS .....	9
6.1 Libellés des prestations .....	9
6.2 Variantes et/ou Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	9
6.3 Réalisation de prestations similaires .....	9
6.4 Lieux et délais de livraison/d’exécution.....	10
Article 7 – MODALITE D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
7.1 Émission et contenu des bons de commande.....	11
7.2 Modification d’un bon de commande.....	12
7.3 Annulation d'un bon de commande par une entité .....	12
7.4 Délais de livraison/d’exécution .....	12
7.5 Opérations de vérification .....	12
7.6 Retard de livraison/d’exécution.....	13
7.7 Besoin Non Mentionné dans le BPU.....	13
7.8 Clause de Réexamen .....	13
Article 8 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX .....	13
8.1 Prix .....	13
8.2 Révision des Prix.....	14
8.3 Réfaction du Prix.....	14
Article 10 – AVANCES ET ACOMPTES .....	15
Article 11 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....	15

11.1 Facturation.....	15
11.2 Paiement.....	15
Article 12 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	16
12.1 – Obligation de Moyens et de Résultat.....	16
12.2. Obligations concernant le personnel du Titulaire.....	17
12.3 Confidentialité et secret des affaires.....	19
12.4 Traitement de données à caractère personnel.....	19
Article 13 – PENALITES .....	20
13.1 Pénalités de retard .....	20
13.2 Pénalité pour non-conformité.....	21
Article 14 – LABEL « ÉGALITE ».....	21
Article 15 – RESILIATION.....	21
Article 16 –RESPONSABILITE ET ASSURANCE .....	21
16.1 Responsabilité contractuelle.....	21
16.2. Responsabilité civile.....	22
16.3 Assurance .....	22
Article 17 – LITIGES.....	22
17.1 Langue .....	22
17.2 Différends.....	23
Article 18 – ANNEXES DU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES.....	23
Article 19 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	23

## Article 1 – PRESENTATION DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Les entités suivantes dénommées ci-après "les entités" ont constitué un groupement de commandes dans le but d'assurer leurs prestations de nettoyage et de blanchisserie. Il comprend :

- L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) pour le Lycée Chateaubriand de Rome et l'École française de Naples – Alexandre Dumas, son annexe et le Lycée Stendhal de Milan
- L'Ambassade de France en Italie
- L'Ambassade de France auprès du Saint-Siège (Vatican)
- L'École française de Rome (EFR)
- L'Institut Français d'Italie (IFI)
- L'institut Français Centre Saint Louis (IF CSL)
- La Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies (RP-ONU)

Les entités, toutes pouvoir adjudicateur, ont constitué ce groupement de commandes afin de passer ensemble un marché selon la procédure de l'appel d'offre ouvert.

Pour cette procédure, l'AEFE dénommée aussi le Lycée, ou « l'établissement » est coordonnatrice du groupement de commandes.

La coordonnatrice du groupement de commandes signe, par lot, l'acte d'engagement de l'accord cadre commun à toutes les entités.

Ces dernières passeront, pour l'exécution de l'accord cadre, des bons de commande.

## Article 2 – OBJET ET FORME DE L'ACCORD CADRE

### **2.1 Objet de l'accord cadre**

Le présent accord cadre a pour objet de préciser les données de base et le contenu des prestations concernant les prestations de nettoyage et de blanchisserie pour les entités françaises mentionnées ci-dessus présentes en Italie et au Vatican.

Il est mono-attributaire par lot et son exécution est soumise aux exigences décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **2.2 Procédure de passation et forme de l'accord cadre**

La consultation est passée selon la procédure formalisée (Appel d'offres ouvert).

Il est passé sous la forme d'un marché public alloti à bons de commande.

## **2.3 Allotissement**

Le présent accord-cadre est alloti en 4 lots distincts comme suit :

- **Lot 1 – Prestation de service de nettoyage /blanchisserie pour le compte des entités françaises présentes en Italie et au Vatican - Régions Latium et Sicile**

Ce lot concerne l'AEFE - Lycée Chateaubriand de Rome -; l'Ambassade de France en Italie ; l'Ambassade de France auprès du Saint-Siège ; l'Ecole Française de Rome, l'Institut français d'Italie et la Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies à Rome.

L'Institut français Centre Saint-Louis fait partie du groupement de commandes. Le marché pourrait lui être étendu, une fois attribué, en cours de marché.

- **Lot 2 – Prestation de service de nettoyage /blanchisserie pour le compte des entités françaises présentes en Italie et au Vatican - Région Lombardie**

Cet lot concerne l'AEFE - Lycée Stendhal de Milan-; l'Ambassade de France en Italie /Consulat de Milan et l'Institut français d'Italie.

- **Lot 3 – Prestation de service de nettoyage /blanchisserie pour le compte des entités françaises présentes en Italie et au Vatican - Région Campanie**

Cet lot concerne l'AEFE - Ecole française de Naples, annexe du Lycée Chateaubriand de Rome, l'Ambassade de France en Italie / Consulat de Naples et l'Institut français d'Italie.

- **Lot 4 –Prestation de service de nettoyage /blanchisserie pour le compte des entités françaises présentes en Italie et au Vatican - Région Toscane**

Cet lot concerne l'Ambassade de France en Italie/Consulat de Florence et l'Institut français d'Italie.

## **2.4 Représentation des parties**

Le groupement de commandes, représenté par le coordonnateur est dénommé ci-après : « l'Administration », ou « le pouvoir adjudicateur ou encore « PAD ».

L'entreprise Titulaire du marché est dénommée ci-après : « le Titulaire ».

Dès la notification de l'accord-cadre celui-ci devient exécutoire.

Le Titulaire et le PAD désignent une ou plusieurs personnes physiques habilitées (par entité, siège, annexe) à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et pour passer les bons de commande, ils notifient cette désignation à leurs propres services.

## **2.5 Sous-traitance**

La sous-traitance totale n'est pas autorisée.

En cas de sous-traitance, le Titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les documents demandés.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

## **2.6 Changement de statut en cours d'exécution**

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le Titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre/du marché doivent être notifiées à la personne publique.

En cas de manquement, l'administration ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le Titulaire doit toujours respecter les obligations permettant de concourir aux procédures de marchés publics. Si le changement de statut impliquait le manquement à une de ces obligations, le PAD peut résilier l'accord cadre.

## **Article 3 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DEBUT D'EXECUTION**

### **3.1 Durée de l'accord cadre**

L'accord-cadre débute dès sa notification.

Il est conclu pour une première période partant du 1<sup>er</sup> juillet 2026 au 31 décembre 2027.

Il pourra ensuite être reconduit tacitement 2 fois pour une période de 1 an, allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre.

Il ne peut excéder une durée de 4 ans.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre auprès du Titulaire, il informe celui-ci de sa décision au plus tard 3 mois avant la fin de validité de la période en cours de l'accord-cadre par PEC ou par lettre recommandée avec accusé réception.

La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité ni à aucun dédommagement au profit de son Titulaire. Le Titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité de l'accord-cadre, des marchés subséquents et des bons de commandes en cours.

Les bons de commande ne peuvent être conclus que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Néanmoins, ils peuvent continuer à s'exécuter après son terme.

### **3.2 Dates d'exécution des prestations**

Les dates d'exécution des prestations varient selon les entités. A titre indicatif, elles commenceront :

- **pour le lot 1 :**
  - au 1<sup>er</sup> juillet 2026 pour :
    - l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) - Lycée Chateaubriand de Rome-
    - l'Ambassade de France en Italie ;
    - l'Institut Français d'Italie de Palerme ;
    - la Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies (RP-ONU) ;
    - l'École française de Rome (EFR)

Pour l'Institut Français Centre Saint Louis (IFI CSL), elle sera éventuellement précisée dans la lettre de notification et/ou par communication du PAD au Titulaire sur la Plateforme PLACE.

- **pour le lot 2 :**
  - au 1<sup>er</sup> juillet 2026 pour :
    - l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) - Lycée Stendhal de Milan -
    - l'Institut Français d'Italie de Milan ;
  - au 1<sup>er</sup> novembre 2026 pour :
    - l'Ambassade de France en Italie /Consulat de Milan;
- **pour le lot 3 :** au 1<sup>er</sup> juillet 2026 pour toutes les entités
- **pour le lot 4 :** au 1<sup>er</sup> juillet 2026 pour toutes les entités.

Toutes ces dates seront confirmées dans la lettre de notification et/ou par communication du PAD au Titulaire sur la Plateforme Place.

## **Article 4 – MONTANT DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum sur la durée de l'accord-cadre pour chaque lot.

La Convention de groupement de commandes prévoit que d'autres entités françaises puissent rejoindre le groupement de commandes et le marché, dans le respect du montant maximum.

Une notification du PAD au Titulaire sera envoyée par Place précisant l'entrée d'une nouvelle entité et la date de début des prestations.

**Pour le Lot 1** – Prestation de service de nettoyage /blanchisserie pour le compte des entités françaises présentes en Italie et au Vatican - Régions Latium et Sicile, le montant maximum est de 2.690.000,00 € HT pour 4 ans.

Le montant maximum pour toutes les entités comprend le montant maximum pour l'Institut français Centre Saint-Louis de 80.000,00 € HT pour 4 ans. Si ce dernier n'entrait pas dans le marché, les entités françaises participant ou rejoignant le groupement de commandes pourraient utiliser cette part.

**Pour le Lot 2** – Prestation de service de nettoyage /blanchisserie pour le compte des entités françaises présentes en Italie et au Vatican - Région Lombardie, le montant maximum est de 1.320.000,00 € HT pour 4 ans.

**Pour le Lot 3** – Prestation de service de nettoyage /blanchisserie pour le compte des entités françaises présentes en Italie et au Vatican - Région Campanie, le montant maximum est de 370.000,00 € HT pour 4 ans.

**Pour le Lot 4** – la prestation de service de nettoyage /blanchisserie pour le compte des entités françaises présentes en Italie et au Vatican -Région Toscane, le montant maximum est de 135.000,00 € HT pour 4 ans.

Les annexes financières BPU fixent, pour chaque lot, les coûts des prestations.

## Article 5 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont soumises à la directive communautaire 2014/24 EU et au code de la commande publique français. Elles sont énumérées ci-dessous. En cas de contradiction, elles prévalent dans l'ordre de priorité décroissante suivant :

- Acte d'engagement de l'accord cadre et ses annexes financières (BPU), par lot ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP et ses annexes), par lot ;
- Les formulaires DC1, DC2, DC4 ;
- Le(s) cadre(s) mémoire technique et ses annexes ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Toute clause portée dans l'offre du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition. Le Titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs de l'accord-cadre. Aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties ne sera admise sous aucun prétexte. Le Titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.



## Article 6 – MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS

### **6.1 Libellés des prestations**

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations et/ou livrer les fournitures énumérées ci-dessous :

- Nettoyage de bâtiments, tout espace intérieur (bureaux, classes, couloirs, escaliers, chambres, salles de bain, etc...) ;
- Nettoyage de vitres ;
- Prestation de blanchisserie /fourniture de linge (aussi bien pour du linge pris en location que pour du linge de propriété) ;
- Prestation de nettoyage/blanchisserie de rideaux, tapis, etc....
- Nettoyage espaces extérieurs, verts, couverts, etc... ;
- Préparation événement extérieur /intérieur ;
- Déplacement de meubles, livres, etc...
- Désinfestation ;
- Lutte contre parasites ;

Les prestations de nettoyage d'espaces intérieurs incluent :

- Le transport, la livraison et la fourniture de produits de nettoyage et de tous les consommables ;
- Le stockage des produits de nettoyage et matériels / équipement pour ces prestations ;
- La livraison et la fourniture des consommables (essuie-mains, serviette, savons, papier toilette) ;
- Transport fourniture /location.

Le Titulaire s'engage envers les entités à exécuter les prestations décrites aux conditions stipulées par le présent marché.

La fréquence de ces prestations, leur caractère ordinaire ou exceptionnel, sera définie pour chaque entité, dans le CCPT propre à chaque lot.

Les prestations seront listées dans le BPU propre à chaque lot.

### **6.2 Variantes et/ou Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Le présent accord-cadre ne comporte ni variantes, ni PSE.

### **6.3 Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au Titulaire, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus, ne peut dépasser 3 ans, à compter de la notification du présent accord-cadre.

#### **6.4 Lieux et délais de livraison/d'exécution**

Les fournitures/prestations seront livrées/exécutées dans les conditions et délais énoncés dans chaque bon de commande, en conformité avec le CCTP.

Les délais d'exécution s'expriment systématiquement en jours calendaires et seront décomptés à compter du lendemain de la notification de l'accord-cadre ou de chaque bon de commande.

Le matériel nécessaire viendra en remplacement du matériel du précédent prestataire. Le Titulaire devra les installer et mettre en service dans un délai qui ne devra pas excéder une journée pour chaque site. Les candidats doivent pouvoir répondre aux besoins de tous les sites.

Conformément à l'article 13 du CCAG-FCS, en cas d'impossibilité pour le Titulaire de respecter les délais d'exécution du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolongera le délai d'exécution à condition que le Titulaire ait signalé à l'administration sans délai cet obstacle à l'exécution du délai contractuel.

À l'issue du marché, le Titulaire s'engage à reprendre son matériel sous 15 jours.

Il est précisé que certaines prestations commenceront à des dates différentes selon les entités (voir article 3.2 du présent CCAP).

D'autres prestations pourront par ailleurs être commandées en cours de marché.

Le présent accord-cadre nécessite une obligation impérative de respecter les délais contractuels. En cas de retard de livraison ou d'exécution, les pénalités prévues à l'article 13 du présent document pourront être appliquées.

Les lieux de livraison et d'exécution par entité sont les suivants :

##### **Pour le Lot 1 :**

- **Le Lycée Chateaubriand de Rome**

Siège de Strohl-Fern : via di Villa Ruffo 31 – 00196 Rome

Siège de Patrizi : via di Villa Patrizi 9 – 00161 Rome

Siège de Malpighi : via Malpighi 11 – 00161 Rome

- **L'Ambassade de France en Italie (Italie) :**

Piazza Farnese 67 – 00186 Rome

Piazza Farnese 48 – 00186 Rome

Via Giulia 250 – 00186 Rome

Via Giulia 252 – 00186 Rome

Via Giulia 255 – 00186 Rome

Corso Rinascimento 52 – 00186 Rome

Cimetière Rome, via Casali di Santo Spirito 70 – 00135 Rome

Cimetière militaire de Venafrò, viale San Nicandro, s85 – 86079 Venafrò

- **L'Ambassade de France auprès du Saint-Siège (Vatican)**

Via Piave 23 – 00187 Rome

- **L'École française de Rome (EFR)**

Palais Farnèse, Place Farnèse, 67 - 00186 Rome  
Piazza Navona 62 – 00186 Rome

- **L'Institut Français d'Italie (IFI) :**

Cantieri Culturali alla Zisa, Via Paolo Gili 4 – 90138 Palerme

- **La Représentation Permanente près les Nations unies (RP-ONU)**

Corso Rinascimento 52 – 1er étage - 00186 Rome  
Piazza del Orologio 12 – 00186 Rome

**Pour le Lot 2 :**

- **AEFE - Lycée Stendhal de Milan-**  
Via Laveno, 12 - 20148 Milan
- **Ambassade de France en Italie /Consulat de Milan et l'Institut français d'Italie**  
Via della Moscova 12 – 20121 Milan

**Pour le Lot 3 :**

Pour l'AEFE - Ecole française de Naples, annexe du Lycée Chateaubriand de Rome, l'Ambassade de France en Italie / Consulat et l'Institut français d'Italie.  
Palazzo Il Grenoble, Via Francesco Crispi - 86 80121 Naples

**Pour le Lot 4 :**

Pour l'Ambassade de France en Italie / Consulat Général de France à Florence et l'Institut Français d'Italie  
Piazza Ognissanti 2 – 50123 Florence

## **Article 7 – MODALITE D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **7.1 Émission et contenu des bons de commande**

Les prestations sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par le référent du marché. Ce dernier émet les bons de commande en fonction de ses besoins, par application de quantités nécessaires aux prix indiqués dans le BPU du présent marché.

Les bons de commande sont transmis au Titulaire par mail. Les mentions figurant sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire.
- Le numéro de l'accord-cadre.

- La date et le numéro du bon de commande.
- La nature et la description des prestations à réaliser par référence aux prix figurant dans le BPU du présent accord-cadre.
- La durée et/ou les délais d'exécution des prestations (date de début et de fin).
- Les lieux d'exécution des prestations.
- Les délais laissés le cas échéant au Titulaire pour formuler ses observations.

Sauf décision contraire des entités, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir dès sa transmission par courriel (date précisée sur ledit bon de commande) au Titulaire par le référent du marché.

Les bons de commande émis par une entité n'engagent que celle-ci.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

### **7.2 Modification d'un bon de commande**

Une entité peut à tout moment modifier la nature ou la durée d'exécution d'un bon de commande.

Si en cours de validité, elle souhaite modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur ces modifications est concrétisé par la mise en place d'un nouveau bon de commande.

### **7.3 Annulation d'un bon de commande par une entité**

Une entité peut, avant le terme prévu, mettre fin à l'exécution de prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande.

Une décision d'annulation est indiquée au Titulaire par courriel et confirmée par courrier avec accusé de réception. Le Titulaire a l'obligation de répondre et accuser réception sous deux jours ouvrables.

En cas d'annulation d'un bon de commande, sauf cas de force majeure ou d'empêchement manifeste, le Titulaire est dédommagé de toutes les dépenses effectuées par lui dans le cadre de cette commande sur présentation d'un rapport d'activité et production de factures justificatives.

### **7.4 Délais de livraison/d'exécution**

Le présent accord-cadre nécessite une obligation impérative de respecter les délais contractuels.

Les prestations seront livrées/exécutées dans les conditions et délais énoncés en conformité avec les exigences du marché.

Les délais d'exécution s'expriment systématiquement en jours calendaires et seront décomptés à compter du lendemain de la notification du bon de commande.

### **7.5 Opérations de vérification**

L'administration se réserve le droit de procéder à des opérations de vérification dont le but est de mettre en évidence la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications contractuelles. Ces contrôles pourront être effectués par l'administration directement ou par l'intermédiaire de techniciens extérieurs, à tout moment et même sans préavis, de la manière qui sera jugée la plus appropriée.

### **7.6 Retard de livraison/d'exécution**

En cas de retard dans la livraison exécution, le PAD peut appliquer des pénalités.

### **7.7 Besoin Non Mentionné dans le BPU**

Pour les prestations non listées au BPU, lorsqu'un besoin nouveau apparaîtra, le Titulaire pourra proposer un devis qui sera accepté ou non par l'administration. Le devis proposé devra comporter les informations suivantes :

- La référence de l'accord-cadre.
- La désignation de la prestation.
- La quantité commandée.
- Le prix unitaire de la prestation.
- Le délai d'exécution.
- Le nombre d'heures et le taux horaire de la prestation.
- Le prix total en euros HT et TTC.

Le devis accepté fera l'objet d'un bon de commande selon les modalités prévues à l'article 7.1 du présent CCAP. Le montant cumulé pour ce type de commande sera limité à 10 % du montant total du marché.

### **7.8 Clause de Réexamen**

La présente clause de réexamen a pour objet de prendre en compte des éventuelles fluctuations sans risquer de bouleverser l'économie générale du marché.

La modification peut être rendue nécessaire par des circonstances imprévues et ne résultant pas du fait des parties.

Le présent marché peut également être modifié, conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, pour des prestations non prévues et pour les motifs suivants :

- Besoins complémentaires non prévus initialement dans les documents contractuels mais qui s'avèreraient nécessaires y compris en cas de dégradation de la situation sanitaire ou sécuritaire ;
- Modification organisationnelle de l'administration qui imposerait l'exécution de tout ou partie des prestations par d'autres moyens, sans que ne soit modifié l'équilibre économique en faveur du Titulaire.

La mise en œuvre de ces modifications se fait par voie d'avenant, conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-FCS.

Le Titulaire s'engage sur un délai qui, tout comme le prix, devient contractuel lors de l'acceptation écrite de ladite estimation chiffrée par la personne publique. Ces prestations modificatives ou additionnelles donnent lieu à bons de commande.

## **Article 8 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX**

### **8.1 Prix**

Le montant de l'accord-cadre s'établit conformément aux prix du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement du lot considéré.

Les prix sont unitaires et forfaitaires. Tous les prix sont exprimés en euro. La date d'établissement des prix est la date de remise des offres.

Ils sont unitaires/ forfaitaires et définitifs pour la première période du marché.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison. La livraison, l'installation et la mise en service des matériels (si nécessaire ou proposé et accepté) ainsi que toute sujétion liée à l'exécution de la prestation s'entendent pour une réalisation conforme aux prescriptions contenues dans les pièces du marché et à la réglementation en vigueur.

Les prix tiennent compte des sujétions fixées par les documents contractuels ; le Titulaire est en outre réputé être informé de l'ensemble des autres sujétions et contraintes liées notamment à la localisation des bâtiments, la configuration des locaux ainsi qu'aux superficies.

Une fois le mois fini, le Titulaire devra fournir un tableau récapitulatif par site des heures mensuelles effectuées par ses personnels (et qui doit correspondre aux heures, prestations commandées), ce tableau devra être validé par les entités avant de pouvoir procéder à la facturation.

Les taux légaux de TVA et les taxes parafiscales éventuelles sont indiqués à part dans le BPU.

Dans le cas d'une modification du régime fiscal pendant la durée d'exécution du marché, les nouvelles dispositions réglementaires interviendront dès leur mise en vigueur officielle.

Le Titulaire indiquera dans le BPU tous les prix de toutes les prestations demandées.

## **8.2 Révision des Prix**

Les prix s'entendent en principe fermes pour la durée du marché.

A partir de la deuxième période du marché, avant le 30 juin, le titulaire pourra demander par PEC que les prix soient revus en fonction de l'indice des prix à la consommation pour les familles d'ouvriers et d'employés (FOI) publié par l'ISTAT. L'augmentation ne pourra en aucun cas dépasser ce taux.

Le titulaire s'engage à fournir tous les éléments et documents demandés par le groupement de commande.

Cette éventuelle révision prendra en considération les charges du titulaire et celles des entités.

Les prix révisés seront introduits au contrat par la notification d'un ordre de service.

## **8.3 Réfaction du Prix**

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée.

Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après que ce dernier ait présenté ses observations. Si le Titulaire ne présente pas d'observations dans les 15 jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée.

Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de 15 jours pour lui notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du Titulaire.

## Article 10 – AVANCES ET ACOMPTES

*Sans objet*

## Article 11 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### **11.1 Facturation**

Les factures sont établies par le Titulaire à partir des prix indiqués au BPU. Le paiement est effectué après certification du service fait par chacune des entités.

Le paiement est effectué par virement sur le compte du Titulaire.

Les factures doivent mentionner les éléments suivants :

- Les nom et adresse du Titulaire ;
- Le numéro et l'objet du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro de Siret, le CF (code fiscal) transmis à la notification du marché au Titulaire ;
- Le libellé de la prestation ;
- Le lieu de la prestation ;
- Le descriptif des prestations ;
- Le montant total HT ;
- Le taux et le montant de la TVA selon le régime applicable à chaque entité ;
- Le montant HT et TTC selon le régime applicable à chaque entité.

Les factures doivent être conformes à la législation italienne et émises sous forme électronique envoyées aux autorités italiennes compétentes. Une facture de courtoisie identique à la facture électronique sera envoyée en format PDF par email le jour de son émission au responsable de chaque entité. Les adresses email de ces responsables seront transmises au Titulaire en début de marché.

### **11.2 Paiement**

Le mode de règlement est le virement bancaire. Le délai global de paiement des sommes dues est de 30 jours.

## Article 12 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 12.1 – Obligation de Moyens et de Résultat

Le Titulaire est soumis à une obligation de moyens, moyens qu'il doit expressément détailler dans le cadre de sa proposition. Pour l'ensemble des prestations objet du présent marché, le Titulaire est soumis à une obligation de résultat notamment sur la qualité des livrables et leur conformité aux demandes et exigences du présent marché. Cette obligation du Titulaire s'exerce en tenant compte de la répartition suivante des responsabilités entre les entités du groupement de commandes et le Titulaire :

- Les entités du groupement de commandes sont entièrement responsables des choix fonctionnels qu'elles formulent dans les pièces du présent marché ainsi que des priorités qu'elles arrêtent au cours de l'exécution du marché.
- Du fait de son expertise, le Titulaire exerce ici son devoir de conseil en apportant aux entités du groupement une analyse critique de leurs choix, leur assurant de bénéficier des meilleures pratiques de l'état de l'art.
- Le Titulaire est entièrement responsable des choix et solutions qu'il propose dans l'offre jointe au présent marché ou qu'il accepte de mettre en œuvre à la demande des entités du groupement au cours de l'exécution du marché. Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Titulaire en sa qualité de maître d'œuvre de ses prestations exploitant ses connaissances et son expérience compte tenu de l'état le plus récent des règles de l'art, de la science et de la technique en informatique de gestion s'oblige :
  - o à garantir aux entités des résultats conformes aux prestations attendues, périmètres associés et exigences requises qui sont matérialisés par le marché ou par ses précisions décidées par le pouvoir adjudicateur ;
  - o à faire le nécessaire pour que les entités bénéficient en temps utile des conseils et informations qui sont susceptibles de les intéresser et notamment de signaler aux entités tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché, à retarder ou à compromettre le fonctionnement de la solution ainsi que toute imprécision ou incohérence contenue dans les pièces du marché, à respecter les dispositions qualité conformes à l'état de l'art et aux exigences particulières fixées par le présent marché.

Pour les prestations qui lui incombent, le Titulaire doit strictement respecter les délais, les prix et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché. Le Titulaire doit satisfaire à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. Pour l'ensemble des obligations de résultat, le Titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance. Il est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché.

Concernant la **qualité du service**, les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être exécutées dans les locaux et espaces indiqués dans le CCTP, par lot. Le Titulaire est tenu d'assurer un résultat de niveau de qualité élevé et constant dans le temps pour tous les services confiés avec l'utilisation, de manière adéquate, d'équipements adaptés et efficaces, ainsi que de produits de première qualité en pleine conformité avec les lois en vigueur.

Le Titulaire se charge seul de l'exécution du contrat de prestation de nettoyage, sans possibilité de le céder à des tiers. Le service de nettoyage des locaux (sols, murs, agencements, etc.), du mobilier et de tout autre élément contenu dans les locaux eux-mêmes doit être effectué avec le plus grand soin, avec la plus grande attention et diligence, avec la gestion des moyens nécessaires sous la propre responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire doit notifier par écrit à l'administration tout fait ou tout problème constaté lors de l'exécution du service. En aucun cas le Titulaire ne peut suspendre ou réduire la prestation de sa propre initiative, sauf en cas de force majeure avérée pour laquelle le Titulaire s'engage à en informer l'entité concernée dans les meilleurs délais.

Concernant la **fourniture de produits**, ainsi que tous les **consommables** nécessaires à l'exécution du service de nettoyage, ils sont sous la seule responsabilité du Titulaire. Le Titulaire s'engage à utiliser des produits écologiques



(avec la marque Ecolabel communautaire ou d'autres labels environnementaux, ou des produits équivalents) adaptés au public concerné.

Les prestations devront être réalisées dans un souci et conformément aux **exigences de protection de l'environnement, de sécurité et de santé**. Ainsi le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché, sur simple demande des entités.

Les entités du présent marché ne sont pas un pouvoir adjudicateur italien et ne sont pas, comme telles, soumises au code des marchés italiens ni aux critères environnementaux minimum (CAM).

Elles sont, en revanche, soumises aux obligations de la Directive communautaire 2014/24/EU et au code de la commande publique lorsque la Directive n'est pas suffisamment claire et précise.

En tant qu'entité adjudicatrice de l'État français, le PAD est soumis aux clauses environnementales imposées par le droit français, dans le respect des directives communautaires, en matière de marchés publics.

Pour répondre aux préoccupations environnementales des entités, les critères suivants seront pris en considération : consommation Énergétique ; limitation des substances dangereuses, recyclabilité et contenu recyclé, émissions et nuisances sonores. Les émissions de particules et de composés organiques volatils doivent être limitées conformément aux normes en vigueur et tenir compte du public concerné (école, maternelle, bureau, etc...) ; gestion des déchets. Le Titulaire doit proposer un programme de collecte et de recyclage des consommables usagés. Le Titulaire s'engage à ce que les prestations respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure de justifier de cette conformité en cours d'exécution du marché sur simple demande de l'entité. En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les éventuelles modifications demandées par les entités pour se conformer aux nouvelles règles, donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties conformément à l'article 7 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement. Il fera ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre du marché notamment :

- en traitant les déchets liés à la fabrication, au conditionnement et au transport des matériels pour en réduire les impacts écologiques négatifs
- en proposant des matériels économes en énergie et/ou en fluides ;
- en proposant des matériels constitués de matériaux recyclables ;
- en utilisant des moyens de transport respectueux de l'environnement

## **12.2. Obligations concernant le personnel du Titulaire**

- **Clause de reprise du personnel**

Le personnel chargé de la réalisation des prestations confiées au Titulaire est embauché et rémunéré par celui-ci.

Le Titulaire s'engage à reprendre le personnel affecté à ce marché par le précédent prestataire conformément aux dispositions contenues dans les directives européennes sur le transfert d'entreprise. Les informations relatives à ces personnels sont jointes en annexe du CCPT du lot considéré.

Le Titulaire reste seul responsable de l'exécution du service ainsi que des accidents qui peuvent survenir dans l'exercice de ce service.

- **Le responsable du contrat, référent et réunion de suivi**

Le contrat est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct de l'administration.

Le Titulaire désignera un référent par site, lequel remettra chaque jour la fiche de suivi du jour précédent et deux fois par semaine le cahier de liaison rempli contenant les observations et problèmes relevés par le personnel dans le cadre de sa mission.

Des réunions de suivi des prestations de nettoyage et blanchisserie seront organisées au moins une fois par trimestre à compter de la notification du marché. Ces réunions auront pour objectif d'assurer un lien régulier entre le Titulaire et les entités.

- **Le personnel d'intervention**

Le personnel d'intervention désigné par le Titulaire, en vue de l'exécution des prestations du présent contrat, est le seul autorisé à intervenir sur le site pour lequel le présent contrat est effectif. Il doit être préalablement agréé par les entités qui se réservent le droit sans avoir à en justifier de refuser le personnel en place ou présenté. A cette fin, le Titulaire devra communiquer par écrit les noms des personnes employées, avec les données personnelles complètes (nom, prénom, adresse personnelle, numéro de téléphone et qualification professionnelle), la copie de la pièce d'identité et la copie de la communication obligatoire d'embauche relative à chaque employé destiné au service.

Une communication similaire doit être faite en cas de changement de personnel employé, deux jours avant chaque changement.

Les obligations qui s'imposent au Titulaire pour son personnel sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail en Italie. Il doit également pourvoir à toutes les charges sociales, d'assurance et de prévoyance et tout autre obligation pour ses employés, y compris toute prestation et obligation inhérente au contrat de travail conformément à la législation en vigueur. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché, sur simple demande des entités. Le Titulaire s'engage à transmettre les DURC à l'administration à chacune de ses échéances.

Le Titulaire est responsable de la qualification de sa main d'œuvre, qualification qui doit pouvoir être vérifiée par les entités.

Le Titulaire s'engage à s'assurer que les employés se comportent correctement à tous égards pendant les heures de travail.

Il sera informé des règles de sécurité applicables sur chaque site et devra informer le personnel.

Le Titulaire et son personnel devront se conformer aux consignes de sécurité du site et devront à ce titre avoir suivi une formation théorique et pratique sur l'incendie et la manipulation des extincteurs.

Le Titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque motif que ce soit. Il est notamment responsable des actes et fautes commis par son personnel dans le cadre de l'exécution des prestations. Il est tenu de réparer ou d'indemniser le préjudice qui en résulterait pour la personne publique ou les tiers.

- **Vêtement de travail et carte d'identification**

Le Titulaire dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et de protection ainsi que d'une carte d'identification. Tous les personnels du Titulaire doivent porter en permanence le vêtement de travail et avoir avec eux leur carte d'identification afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux espaces : un agent non revêtu de son vêtement de travail et démuné de sa carte d'identification pourra ne pas être admis sur le site et pourra être considéré comme personnel manquant.

### **12.3 Confidentialité et secret des affaires**

Le Titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché/de l'accord-cadre sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de la personne publique, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du cadre du marché/de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le pouvoir adjudicateur peut demander, à tout moment, au Titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été communiqués.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du Titulaire.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le Titulaire consent à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par le pouvoir adjudicateur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment en cas de contrôle des prestations ou du marché par les autorités françaises ou italiennes.

Le pouvoir adjudicateur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

Le pouvoir adjudicateur informe le Titulaire par écrit 15 (quinze) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution du marché, le Titulaire est tenu de déclarer sans délai au pouvoir adjudicateur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

### **12.4 Traitement de données à caractère personnel**

Le Titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre

circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et entré en application le 25 mai 2018.

## Article 13 – PENALITES

### **13.1 Pénalités de retard**

#### **13.1.1 Pénalités pour retard de livraison**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai maximum de livraison sur lequel le Titulaire s'est engagé est dépassé, le groupement de commandes se réserve la possibilité de lui imputer sans mise en demeure préalable une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P=(V \times R)/50$$

Où :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le montant en dessous duquel les pénalités ne sont pas dues est de 10 €. Le montant des pénalités est plafonné à 10 % du montant de la commande.

#### **13.1.2 Pénalités de retard dans la livraison des consommables**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de constat du dépassement du délai défini par le CCPT, selon les lots, le Titulaire encourt une pénalité de 300 € par jour ouvré de retard sans mise en demeure préalable.

#### **13.1.3 Pénalités de retard dans les opérations**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de constat du dépassement des délais définis présent CCPT du lot considéré, le Titulaire encourt les pénalités suivantes sans mise en demeure préalable :

- Non-respect du délai d'intervention : 300 € par demi-journée ouvrée de retard ;

### **13.2 Pénalité pour non-conformité**

Une pénalité de 300 € pourra être appliquée par constat de prestation non conforme aux exigences du contrat sans mise en demeure préalable.

## **Article 14 – LABEL « ÉGALITE »**

Les entreprises candidates à un marché public lancé par le groupement de commande des entités françaises présentes en Italie et au Vatican doivent fournir un ensemble de données sur la proportion de femmes dans l'ensemble des postes (cf. annexe n. 1 au présent CCAP intitulée « Clause égalité femmes hommes »). Toute entreprise condamnée pour une infraction à caractère sexiste ou sexuel est automatiquement exclue du marché.

La non-mention par un candidat de cette infraction constitue un motif d'exclusion de l'accord-cadre.

## **Article 15 – RESILIATION**

Les entités pourront résilier l'accord-cadre ou un bon de commande en tout ou partie pour faute du Titulaire. Outre les cas de résiliation dans les conditions prévues au chapitre 6 du CCAG-FCS, les entités se réservent la possibilité de résilier le contrat en cas de manquements répétés dans la qualité de l'exécution des prestations. Dans cette optique :

- Les entités mettront en demeure le Titulaire de présenter ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception, mail certifié PEC ou via la plateforme PLACE.
- Le Titulaire disposera d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de la mise en demeure pour faire parvenir ses observations à l'adresse indiquée par les entités dans leur mise en demeure.
- En l'absence de réponse ou en cas de justifications jugées insuffisantes, les entités se réservent la possibilité de résilier le contrat éventuellement aux frais et risques du Titulaire conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG-FCS.

Par dérogation au CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général ne donne pas droit à indemnisation.

## **Article 16 –RESPONSABILITE ET ASSURANCE**

La gestion du présent marché sera effectuée par le Titulaire en son nom propre et à ses propres risques.

L'administration sera indemne de toute responsabilité pour les dommages directs ou indirects commis par le Titulaire dans l'exercice de sa mission.

### **16.1 Responsabilité contractuelle**

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat telle que décrite à l'article 12.1 du présent document. Dès lors, conformément à l'article 1231-1 du code civil français il doit indemniser, au titre de sa responsabilité

contractuelle, l'administration de tous préjudices résultant de l'inexécution ou de la mauvaise exécution desdites obligations, y compris si celles-ci résultent d'inexécutions imputables à son personnel ou à ses sous-traitants.

### **16.2. Responsabilité civile**

Sauf en cas de faute intentionnelle ou de faute grave de sa part, l'administration ne peut être tenue responsable des dommages survenant au Titulaire ou à son personnel lors de l'accomplissement des tâches faisant l'objet du présent contrat. Aucune réclamation, tendant soit à l'indemnisation, soit à la remise en état, relative à de tels dommages, ne sera admise par la personne publique.

Le Titulaire est responsable des pertes, dommages directs ou indirects, tant corporels que matériels, et dégâts causés à son personnel, aux agents de l'administration ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à ou à des tiers, par toute personne agissant pour son compte ou par tout membre de son personnel à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Le Titulaire assume toute indemnisation en cas d'action intentée par un tiers contre l'administration à la suite de dommages causés par le Titulaire lors de l'exécution du contrat.

Lors de toute action intentée par un tiers contre la personne publique en relation avec l'exécution du contrat, le Titulaire prête assistance à la personne publique. Les frais encourus à cette fin par le Titulaire peuvent être supportés par la personne publique.

### **16.3 Assurance**

Le Titulaire du marché doit souscrire toutes les assurances nécessaires pour couvrir de manière suffisante par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres soit du fait des installations et du matériel mis à disposition soit à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés.

Le Titulaire doit payer régulièrement les primes correspondantes.

Il est tenu de présenter une copie de la police souscrite à cet effet ainsi qu'une attestation délivrée par la compagnie d'assurance justifiant le paiement de la prime afférente à la période en cours.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le Titulaire ce dernier est réputé la prendre intégralement à sa charge.

## **Article 17 – LITIGES**

### **17.1 Langue**

La langue du marché est le français. Les documents peuvent être rédigés en français et/ou en italien. En cas de contradiction entre les deux langues, le français prévaut.

Les correspondances relatives au présent marché sont rédigées en français et/ou en italien.

## **17.2 Différends**

Le présent marché est régi par les dispositions communautaires (2014/24/EU). Si les directives communautaires ne sont pas assez précises, le code de la commande publique français s'appliquera. En cas de litige concernant la procédure de passation, le Tribunal Administratif de Paris (7 rue de Jouy- 75181 PARIS Cedex 04) sera compétent.

Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties. En cas de litige concernant l'interprétation ou l'exécution du contrat, le droit français s'applique pour toutes les questions relatives à l'emploi de deniers publics français, aux relations contractuelles (contrat administratif). Le droit français s'applique également pour les questions concernant le domaine public français et lorsque les documents ne mentionnent pas explicitement le droit italien.

Le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris. Cependant, il pourra poser une question préjudicielle au Tribunal de Rome si le litige devait porter sur une ou plusieurs questions de droit italien (par exemple normes de sécurité, assurance, obligations de droit du travail, etc.).

## **Article 18 – ANNEXES DU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Sont annexés au CCAP les documents suivants :

Annexe n. 1 CCAP – « Clause égalité femmes hommes »

## **Article 19 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

<b>CCAP</b>	<b>CCAG</b>
6	36
8.2	10
13	14.1 - 14.1.3
15	40 - 42